

## Note relative à l'application des coûts simplifiés

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), en tant qu'autorité de gestion des fonds européens pour la période 2014-2020, est responsable de la mise en œuvre du Programme Opérationnel Régional FEDER FSE.

Au regard des possibilités offertes par le règlement général n° 1303/2013 du 17 décembre 2013 (article 68 b) et le règlement UE 1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au FSE (article 14.2), le Conseil régional PACA intègre dans ses appels à propositions FSE la méthode des coûts simplifiés.

Cette méthode consiste à calculer des catégories spécifiques de coûts éligibles identifiées à l'avance par application d'un pourcentage fixé ex ante à une ou plusieurs autres catégories de coûts éligibles.

Cette note vise donc à expliquer les choix de l'Autorité de Gestion au regard des critères suivants :

- la méthode doit être établie à l'avance
- elle doit être juste
- elle doit être équitable
- elle doit être vérifiable

### 1. La méthode doit être établie à l'avance

Dans le cadre de l'Appel à propositions 2015, le porteur avait la possibilité de se positionner sur les coûts simplifiés au travers des deux méthodes offertes par le Conseil régional PACA :

- Le taux forfaitaire de 40 % applicable aux frais de personnel directs pour calculer tous les autres frais de l'opération (article 14.2 du règlement UE 1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au FSE).
- Le taux forfaitaire de 15 % applicable aux frais de personnels directs pour calculer le coût indirect de l'opération (article 68 b du règlement général 1303/2013 du 17 décembre 2013)

Si le bénéficiaire ne souhaitait pas bénéficier du système de taux forfaitaire, le système des coûts réels s'appliquait dans lequel les charges indirectes n'étaient pas éligibles.

Ce choix était intégré dans les appels à proposition, expliqué aux porteurs qui sollicitaient un accompagnement auprès du Service Pilotage et Accompagnement Européen (SPAÉ) en amont du dépôt du dossier de demande, validé par le service instructeur et conventionné avec chaque porteur de projet.

Cette position de l'Autorité de gestion était basée sur une analyse du début de l'année 2015 suite à l'étude des budgets de plusieurs dossiers déposés auprès des directions opérationnelles.

A partir de l'Appel à propositions 2016, suite à la visite de la CICC entre les 24 et 26 novembre 2015, il a été décidé d'affecter un seul taux forfaitaire par appel à propositions :

- Le taux forfaitaire de 40 % applicable aux frais de personnel directs pour calculer tous les autres frais de l'opération sera appliqué à l'ensemble des porteurs de l'OS5c au vu des dossiers instruits sur 2015.
- Le taux forfaitaire de 15 % applicable aux frais de personnels directs pour calculer le coût indirect de l'opération sera appliqué à tous les autres Appels à propositions.

## 2. La méthode doit être juste et équitable

La décision d'affectation des taux a été prise au regard de l'expérience des dossiers de l'Appel à propositions 2015. En effet, sur l'OS5c, tous les porteurs ont pu bénéficier après instruction favorable du taux forfaitaire de 40% en cohérence avec leur structure et leur projet.

Sur les autres appels à propositions, au regard des disparités entre les dossiers, le choix des 40% ne se justifiait pas pour tous les porteurs et tous les projets. Ainsi, seule la possibilité du taux forfaitaire de 15% est désormais offerte aux porteurs dès l'AAP 2016.

Sur la base des résultats obtenus dans le cadre des futurs dossiers, l'Autorité de Gestion se réserve la possibilité de revoir cette position afin d'appliquer un taux plus pertinent.

Plus généralement, le Conseil régional PACA respectera les critères généraux suivants qui seront intégrés dans les appels à proposition FSE :

- les coûts simplifiés ne peuvent concerner que les subventions.
- Si l'opération ou parties d'opération est mise en œuvre exclusivement sur la base de marchés publics les coûts simplifiés ne s'appliquent pas et les frais indirects ne sont pas éligibles.
- Si l'opération est mise en œuvre exclusivement sur la base de marchés de travaux, de biens ou de services, les coûts simplifiés ne s'appliquent pas et les frais indirects ne sont pas éligibles.
- Si l'opération est mise en œuvre partiellement sur la base de marchés de travaux, de biens ou de services, les coûts simplifiés pourront dans certains cas et sur décision du Service Gestion, s'appliquer à une partie de l'opération.
- Si l'opération est mise en œuvre directement par le bénéficiaire, une option de coûts simplifiés s'applique.

Il convient de rappeler que la méthode des coûts simplifiés est obligatoire pour de petites opérations du FSE bénéficiant de moins de 50 000 € d'aide publique versée au bénéficiaire (seuil non éligible sur les AAP pour le moment).

## 3. La méthode doit être vérifiable

Le Conseil régional PACA a fait le choix de se positionner sur des coûts simplifiés basés sur des taux et méthodes fixées par règlement pour lesquels aucune justification n'est nécessaire.

Dans le cadre des dossiers relatifs à l'accompagnement, à la formation et l'orientation de personnes en difficultés, les principaux postes de dépenses sont :

- les dépenses directes de personnel
- les dépenses directes liées aux participants de l'opération
- les prestations externes

- les dépenses de fonctionnement directement rattachables à l'opération

Les dépenses directes de personnel représentent généralement la majorité des dépenses soulignant ainsi l'opportunité d'appliquer l'option des coûts simplifiés.